

## Thème n°8 sur 17

## La consultation

### ► Définition :

La consultation, c'est la formalité consistant, de la part d'une autorité administrative, à solliciter l'avis d'une autorité individuelle ou d'un organisme, avant de prendre une décision.

\*

La consultation relève bien sûr de la **légalité externe**.

Sa méconnaissance constitue un vice de procédure si elle a exercé une influence sur le sens de la décision prise à la suite de la consultation ou si elle a privé les intéressés d'une garantie — CE, Ass., 23 décembre, 2011, **Danthony** et autres.

### ► Définition du vice de procédure :

Le vice de procédure, c'est l'illégalité résultant de la méconnaissance, totale ou partielle, d'une formalité substantielle requise pour l'adoption d'un acte.

\*

### ► Question : Voici deux questions solidaires.

L'autorité administrative doit-elle toujours procéder à une consultation, avant de prendre une décision ?

Et si elle procède à une consultation, doit-elle toujours suivre l'avis qui lui est délivré ?

### ► Réponse : Hum. Non. Bien sûr que non.

L'autorité administrative n'est pas toujours tenue de procéder à une consultation avant de prendre une décision.

\*

En fait, la consultation, peut prendre **trois formes**.

**Première forme :** La consultation facultative avec avis facultatif.

**Deuxième forme :** La consultation obligatoire avec avis facultatif.

**Troisième et dernière forme :** La consultation obligatoire avec avis conforme.

Ce qui différencie ces trois formes de consultation, ce sont les réponses qu'elles apportent à deux questions.

**Première question :** *L'autorité administrative est-elle obligée de consulter ?*

**Deuxième question :** *Si l'autorité administrative consulte, est-elle obligée de suivre l'avis qui lui est délivré ?*

Chacune des trois formes de consultation apporte des réponses spécifiques à ces deux questions.

\*

► **Question :** Passons en revue ces trois formes que peut prendre la consultation.

Commençons par la consultation facultative avec avis facultatif.

► **Réponse :**

① **Première forme que peut prendre la consultation : La consultation facultative avec avis facultatif.**

Dans ce cas de figure, l'autorité administrative **n'est pas obligée de consulter** (*consultation facultative*).

Elle **n'est pas obligée non plus de suivre l'avis délivré** (*avis facultatif*) si elle prend une décision. Ce qu'elle n'est pas, en principe, obligée de faire.

L'autorité administrative peut, à tout moment, **renoncer** à une consultation facultative qu'elle a engagée, et prendre sa décision sans attendre l'avis sollicité.

Une décision prise, à la suite d'une consultation facultative, peut être **modifiée** sans nouvelle consultation.

De plus, à la suite d'une consultation facultative, l'autorité administrative peut choisir de ne prendre aucune décision. Cette **liberté de choix** existe aussi en cas de consultation obligatoire.

\*

**Attention.** Lorsque l'autorité administrative se livre à une consultation facultative avec avis facultatif, elle doit procéder à cette consultation dans des **conditions régulières**.

En effet, une irrégularité entachant une consultation facultative est de nature à vicier la décision prise à la suite de l'avis émis, si cette irrégularité a exercé une influence sur le sens de la décision — CE, Ass., 23 décembre, 2011, **Danthy** et autres.

\*

► **Question :** Quelles sont les **trois règles** qui sont communes aux deux formes de **consultation obligatoire** ?

► **Réponse :** Voici les **trois règles** qui sont communes aux deux formes de consultation obligatoire.

1. **Première règle : La consultation doit être effective et complète.**

Autrement dit, l'organisme consultatif doit être saisi de toutes les questions que soulève la décision envisagée.

Dans le cas où après avoir recueilli l'avis, l'autorité compétente pour prendre ladite décision envisage d'apporter à son projet de décision des modifications qui posent des questions nouvelles, elle doit consulter à nouveau l'organisme.

2. **Deuxième règle : Une irrégularité commise à l'occasion d'une consultation obligatoire** entraîne l'illégalité de la décision prise dans les cas suivants.

À savoir, si l'irrégularité commise a été susceptible, soit d'exercer une influence sur le sens de la décision prise à la suite de la consultation, soit de priver les intéressés d'une garantie — CE, Ass., 23 décembre, 2011, **Danthy** et autres.

3. **Troisième et dernière règle : Une décision prise à la suite d'une consultation obligatoire ne peut être modifiée sans une nouvelle consultation** de l'organisme dont l'avis est requis.

De plus, à la suite d'une consultation obligatoire, l'autorité administrative peut choisir de ne prendre aucune décision.

Cette liberté de choix existe aussi, nous l'avons vu, en cas de consultation facultative.

\*

► **Question :** Poursuivons avec la deuxième forme que peut prendre la consultation.

► **Réponse :**

② **Deuxième forme que peut prendre la consultation : La consultation obligatoire avec avis facultatif.**

Dans ce cas de figure, l'autorité administrative **est obligée de consulter** (*consultation obligatoire*).

Mais, **elle n'est pas obligée de suivre l'avis** qui lui est délivré (*avis facultatif*) si elle prend une décision. Ce qu'elle n'est pas, en principe, obligée de faire.

En fait, après une consultation obligatoire avec avis facultatif, l'autorité administrative se trouve devant une **alternative**.

**Soit**, elle adopte son projet de décision initial, tel qu'elle l'a soumis à l'organisme consultatif.

**Soit**, elle adopte, le cas échéant, le projet de décision modifié dans son avis par l'organisme consultatif.

Si elle prenait une troisième décision différente de ces deux projets, c'est-à-dire traitant de questions nouvelles par rapport à ces deux projets, elle manquerait, partiellement ou totalement, à l'obligation de consulter.

En effet, ce qui différencie cette troisième décision des deux projets (c'est-à-dire les questions nouvelles) n'aurait pas été présenté à l'organisme consultatif.

Une telle anomalie est une **illégalité**.

\*

► **Question** : À présent, la troisième et dernière forme que peut prendre la consultation.

► **Réponse** :

③ **Troisième et dernière forme que peut prendre la consultation : La consultation obligatoire avec avis conforme.**

Dans ce cas de figure, l'autorité administrative **est obligée de consulter** (*consultation obligatoire*).

Elle **est également obligée de suivre l'avis** qui lui est délivré, de s'y « conformer » (*avis conforme*) si elle prend une décision. Ce qu'elle n'est pas, en principe, obligée de faire.

La méconnaissance de l'une ou l'autre de ces deux obligations constitue une **irrégularité** qui, qui, **assimilée à une incompétence**, peut être soulevée d'office par le juge, quel que soit l'organisme consultatif.

Aucune décision dont le sens est régi par l'avis ne peut être prise si l'avis est **défavorable**.

Et en cas d'avis favorable sous réserve, la décision n'est légale que si elle tient compte de cette réserve.

En revanche si l'avis délivré est **favorable** au projet de décision soumis à la consultation, l'autorité administrative a, en principe, le droit de renoncer à prendre la décision envisagée.

**Explication en termes beaucoup plus simples** : Si l'avis délivré est **défavorable** au projet de décision, l'autorité administrative ne peut pas adopter ce projet de décision. **Non, c'est « non ».**

En revanche, si l'avis délivré est **favorable** au projet de décision, l'autorité administrative peut adopter ce projet de décision, comme elle peut y renoncer.  
**Oui, c'est la « liberté ».**

\*

► S'agissant du thème « La consultation », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de la meilleure note possible à l'examen (18/20).** ■

\*\*\* / \*\*\*

*A. Coulibaly*

► *Version :*

*mardi 25 février 2025*

► *Version :*

*mardi 25 février 2025*